

**CENTRES D'EXCELLENCE D'AFRIQUE POUR L'IMPACT DU DEVELOPPEMENT
(CEA IMPACT)
PROCES-VERBAL DE LA PREMIERE REUNION DU COMITE DE PILOTAGE DU
PROJET (CPP)**

**18 février 2019
Djibouti Palace Kempinski Hotel, Djibouti**

MEMBERS PRESENTS

1. Dr Fahmi Ahmed (Président de séance, Djibouti)
2. Pr Mohammed Salifu (Ghana)
3. Pr Ramané Kaboré (Burkina Faso)
4. Dr Joshua Atah (Nigéria)
5. Pr Aminata Sall Diallo (Sénégal)
6. Pr Mamadou Saliou Diallo (Guinée)
7. M. Abdoulie T. B. Jarra (La Gambie)
8. Pr Fulgence Nindjin (Côte d'Ivoire)
9. Pr Aboubakar Marcos (Bénin)
10. Pr Kouami Kokou (Togo)
11. Emmanuel Barry (UEMOA)
12. Pr Habibou Abarchi (Niger)
13. M. Henry Edjo Nkoto (Cameroun)

MEMBERS ABSENTS

Néant

ETAIENT PRESENTS

Points focaux, Banque mondiale, AUA et autres

1. Pr N'goh Bakayoko (Côte d'Ivoire)
2. Mme Bénédicte Rose Houtechenou (Bénin)
3. M. Yusupha Touray (La Gambie)
4. M. Alangdong Edmund (Ghana)
5. Mlle Meskerem Lily Mulatu (Responsable des pratiques, Education, Banque Mondiale)
6. M. Andreas Blom (Chef d'équipe du projet (TTL CEA) Impact, Banque Mondiale)
7. Mme Himdat Bayusuf (Chef d'équipe du projet CEA I, Banque Mondiale)
8. Dr Ekua Bentil (Co-Chef d'équipe du projet CEA Impact, Banque Mondiale)
9. Dr Graham Harrison (Spécialiste Senior en Science et Technologie, Banque Mondiale)

10. Mme Eunice Ackwerh (Spécialiste Senior en Education, Banque mondiale, Co TTL pays, Ghana)
11. Dr Moustapha Lo (Spécialiste en S&E, Bureau de la Banque Mondiale, Sénégal)
12. M. Assane Dieng (Spécialiste Education, Banque Mondiale, Guinée)
13. Mlle M’Bahly Maud- Andree Kouadio IV (Consultante, Banque Mondiale)
14. Dr Valérie Tehio (Directrice pour l’Education, Agence Française de Développement)
15. Dr Quentin Delpech (Chef d’équipe opérationnelle – Expert en Enseignement supérieur, Agence Française de Développement)
16. Pr Etienne E. Ehile (Secrétaire Général, AUA)
17. Pr Jonathan Mba (Directeur de Programmes/Coordonnateur, Project CEA, AUA)
18. Mlle Nodumo Dhlamini (Directrice, TIC & Gestion de savoirs, AUA)
19. M. Maxwell Amo-Hoyte (Directeur de Finance, AUA)
20. M. Abednego Corletey (Specialist en Technologie de l’Information, AUA)
21. Mme Adeline Addy (Specialist en S&E, AUA)
22. Mme Gabrielle Hansen (Chargée de logistiques, AUA)
23. Mlle Millicent Afriyie Kyei (Assistante en Communications, AUA)

INTRODUCTION

1. La première réunion du Comité de Pilotage du Projet (CPP) CEA Impact s'est tenue le 18 février 2019, à l'hôtel Djibouti Palace Kempinski à Djibouti City, République de Djibouti. L'objectif de la réunion était de discuter de la préparation du projet CEA Impact.

Les points à l'ordre du jour étaient les suivants : Examen et Adoption du procès-verbal de la réunion ministérielle ; Mises à jour de la préparation de CEA Impact; Soutien de l'AFD ; Le point sur les activités de l'URF ; Aperçu des activités de formation intensive (bootcamp) de CEA Impact; Mises à jour par pays et Prochaines étapes.

ALLOCUTIONS DE BIENVENUE

2. La réunion a débuté par les remarques du président, Dr Fahmi Ahmed; du Secrétaire général de l'AUA, le Professeur Etienne Ehile; du Dr Valérie Tehio, représentante de l'AFD ; de Mlle Meskerem Lily Mulatu, responsable des pratiques éducatives à la Banque Mondiale ; et du M. Andreas Blom, chef d'équipe de CEA Impact à la Banque Mondiale.

EXAMEN DU PROCÈS-VERBAL DE LA REUNION MINISTERIELLE

3. Certaines décisions clés prises ont été réaffirmées et quelques corrections et suggestions ont également été faites à partir du procès-verbal précédent. La réunion ministérielle a donné son approbation pour que l'AUA soit l'Unité Régionale de Facilitation (URF) du projet CEA Impact. Il a également été noté que la procédure de sélection des CEA, les cinq présentations et les remarques liminaires omises devraient être incluses. Autres corrections : **Poultry Science** doit être correctement traduit dans la version française du procès-verbal ; « Université de Ouagadougou » devrait être remplacé par « Université Ouaga I ». Il a été demandé que les prochains procès-verbaux soient davantage élaborés.

Décisions/Résolutions

- **Procès-verbaux ultérieurs doivent être plus détaillés et complets**

MISE À JOUR GLOBALE DE CEA IMPACT

4. La présentation sur CEA Impact a porté sur l'état d'avancement des phases I et II, l'appui à la préparation des centres et les prochaines étapes. CEA Impact (Phase I) comprend 16 CEA (6 renouvellements et 10 nouveaux CEA), deux (2) centres émergents et trois (3) collègues d'ingénierie dans cinq (5) pays (Burkina Faso, Djibouti, Ghana, Guinée et Sénégal). Il y aura également deux Agences Nationales de Facilitation : le Conseil National de l'Enseignement Supérieur (NCTE) du Ghana et le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de

l'Innovation - Unité de mise en œuvre du projet (MERSRI-PIU) du Burkina Faso. Toutes les garanties, les exigences fiduciaires et les négociations pour cette phase ont été achevées.

5. CEA Impact (phase II) implique 28 CEA (12 renouvellements et 16 nouveaux centres), trois (3) centres émergents et trois (3) à six (6) collègues d'ingénierie, avec une Agence Nationale de Facilitation, qui est la Commission Nationale des Universités (NUC) du Nigéria. Les pays participants comprennent : le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Nigéria, la Gambie et le Togo. Bien que des experts aient été affectés aux centres, les évaluations fiduciaires, les discussions techniques et les négociations ne sont pas encore terminées. Les prochaines étapes claires concernant la deuxième Phase de CEA Impact seront communiquées après l'approbation par le Conseil d'Administration de la Banque Mondiale de la Phase I de CEA Impact.

Décisions/Résolutions

• **Les évaluations fiduciaires, les discussions techniques et les négociations devraient être terminées.**

6. Dans le cadre de la préparation du projet CEA Impact, des experts ont été affectés à des centres, notamment pour l'élaboration de leurs plans de mise en œuvre. Les gouvernements ont été chargés d'aider les nouveaux centres à apprendre des centres existants par le biais d'ateliers. Ils devraient également approuver les manuels des achats, des finances et des opérations de projet, examiner les plans de travail, les audits fiduciaires, les performances et les plans de mise en œuvre, ainsi que mettre en place des comités de pilotage nationaux fonctionnels. Les centres ont en outre été encouragés à se focaliser sur les détails des prochaines étapes pour se préparer, en particulier sur l'ILD 1 (état de préparation opérationnelle de l'établissement).

7. Un bref aperçu du statut du PASET RSIF a été présenté. Toutefois, des discussions détaillées sur le sujet ont été programmées pour le jeudi 21 février 2019 au cours de sessions parallèles.

8. La Banque Mondiale a été priée de diffuser les détails des ILD pour aider les centres à se préparer à la tâche qui les attend. L'assurance est donnée que les tableaux d'allocation des fonds de l'ILD au niveau national pour les pays impliqués dans la phase II de CEA Impact seront distribués prochainement. La Banque a été priée de prévoir des ajustements et des modifications des ILD. Des questions ont également porté sur les critères de sélection permettant de classer les pays en phases I et II et sur les conditions du premier décaissement. La Banque Mondiale a expliqué que cette catégorisation tenait au fait que les pays participants n'étaient pas au même niveau de préparation sur la base de la documentation nécessaire au lancement du projet.

9. Pour éviter toute confusion et faciliter l'identification, il a été recommandé de renommer 'CEA Impact phases I et II' comme étant Premier CEA Impact et Deuxième CEA Impact. En outre, une discussion a porté sur le fait que dans les traductions françaises du titre, le mot « Africain » devrait être remplacé par « Afrique ».

Décisions/Résolutions

- La Banque Mondiale diffusera les détails des ILD.
- Renommez 'CEA Impact phases I et II' comme étant premier CEA Impact et Deuxième CEA Impact.
- L'AUA doit terminer le manuel de procédure d'ici fin mars et le tableau des ILD sera partagé avec les membres du CPP.
- La Banque Mondiale doit mener à bien les évaluations fiduciaires, les discussions techniques et les négociations.

SOUTIEN DE L'AFD

10. L'appui de l'AFD couvrira trois pays (Côte d'Ivoire, Bénin et Nigéria) et ciblera les CEA STIM, Environnement et Éducation, les centres émergents et les collèges d'ingénierie. En outre, ils mettront l'accent sur l'expertise technique et la mise en réseau des centres et du secteur privé pour en accroître l'impact et la visibilité et présenteront une proposition au CPP. L'accent a été mis sur les délais suivants : approbation par le conseil de l'AFD (début juillet), atelier pour les centres et lancement du programme (19 novembre), manifestation d'intérêt pour la mise en réseau et les partenariats (20 janvier-20 juin) et accords définitifs pour les experts techniques le 21 décembre.

11. L'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) a été choisie par l'AFD comme unité Régionale de Facilitation chargée du soutien technique et de la mise en réseau des CEA. L'AUF sera chargée des tâches suivantes : appels et examen des demandes d'assistance technique et de propositions de mise en réseau, contrats avec des experts techniques ; financement des activités de réseau ; évaluation et rapport. En ce qui concerne la gestion du programme, l'AUF assurera la liaison avec l'AUA.

Des préoccupations ont été exprimées concernant les rôles potentiels que l'AFD souhaite que l'AUF joue, car ces rôles font partie des fonctions de l'AUA en tant qu'Unité Régionale de Facilitation de CEA Impact. Le Sénégal a suggéré que l'AFD donne l'argent à l'AUA pour financer les experts qui soutiennent les CEA. Il a été demandé à l'AFD de préciser ce qu'elle souhaitait faire, car autrement d'autres agences de financement qui rejoindraient plus tard le projet pourraient également proposer leurs Unités Régionales de Facilitation chargées d'assumer une partie des tâches de l'AUA, ce qui entraînerait une certaine confusion.

Décisions/Résolutions

- **Les décisions sur la proposition de l'AFD en matière d'assistance technique et de mise en réseau ont été reportées à une prochaine réunion du CPP pour un débat ultérieur.**

LE POINT DES ACTIVITES DE L'URF

12. L'Unité Régionale de Facilitation a présenté son plan de travail pour le projet allant de février à décembre 2019, qui comprend : les recrutements d'un gestionnaire du projet CEA Impact, d'un assistant de Suivi et Evaluation, d'un spécialiste en approvisionnement, de spécialistes des garanties et d'un consultant à court terme, chargé de réviser le cadre de protection environnementale et sociale¹.

13. L'AUA aidera également les CEA à élaborer leurs plans de mise en œuvre en faisant appel à des experts en la matière, à organiser des réunions d'évaluation nationales et des missions de suivi, d'évaluation, de vérification et de supervision. Les autres activités comprendront l'achèvement de la phase II du système de notification numérique (le système MEL), en collaboration avec le CEA de l'Université d'Abomey-Calavi au Bénin, et la facilitation de la formation en S&E pour les nouveaux CEA, le développement et la maintenance de sites Web et la communication.

14. Le rapport sur la performance financière a également été présenté. Il a été expliqué que les dépenses supplémentaires liées au processus de sélection dans le cadre de CEA Impact résulteraient de l'augmentation du nombre d'experts et du coût² associé. Il a été conclu que l'AUA devait présenter un budget provisoire à l'approbation du Comité. L'AUA a également été informée que le budget devait être réaliste pour éviter les dépassements. Il a également été recommandé que l'AUA procède à une auto-évaluation afin d'améliorer les prestations.

Décisions/Résolutions

- **L'AUA doit présenter un budget annuel provisoire de cette première année, un plan de travail annuel détaillé pour approbation par le Comité, ainsi qu'un budget pluriannuel détaillé et un plan de travail annuel décrivant la période de mise en œuvre du projet.**

ORDRE DU JOUR DU BOOTCAMP CEA

¹ Le projet est en attente d'approbation par la Banque mondiale.

² Certains experts ont dû rester après les évaluations sur dossier pour les évaluations sur site, ce qui a également eu un coût.

15. Les objectifs du Bootcamp étaient d'améliorer la compréhension du projet par les centres ; donner des informations sur les rôles des acteurs impliqués ; établir des partenariats entre les centres ; mettre l'accent sur les étudiants et la durabilité du projet et aider les centres à élaborer des plans de mise en œuvre réalisables. Outre les séances plénières consacrées à ce qui précède, des séances parallèles sur le Suivi & Evaluation, les achats et la gestion financière devaient être organisées.

MISE A JOUR PAR PAYS

16. **Niger** : Le pays dispose d'un centre d'excellence en production animale et de deux centres émergents, respectivement, dans les domaines des mines et l'enseignement / apprentissage des mathématiques et des sciences. L'objectif sera d'augmenter progressivement les effectifs et de développer les ressources humaines pour le continent.
17. **La Gambie** : Le centre émergent se concentrera sur le génie civil, le génie aérien et le génie mécanique, et s'attaquera principalement au chômage des diplômés.
18. **Côte d'Ivoire** : Le projet CEA Impact serait une excellente occasion de démontrer les efforts montrés dans CEA I. Des leçons ont été tirées et le pays attend avec impatience l'AFD (qui finance les CEA dans le pays) et l'assistance de l'AUA au renforcement de ce projet.
19. **Nigeria** : Les centres seront préparés pour le décollage de CEA Impact. Les leçons tirées de l'expérience du CEA I contribueraient au mandat d'éduquer les centres, en particulier les nouveaux, sur ce qu'ils doivent savoir et faire. Les centres seront également assistés pour faire face aux différents problèmes rencontrés.
20. **Ghana** : Le projet CEA Impact compte huit centres d'excellence. Au stade préparatoire, les trois centres renouvelés, qui font partie des centres CEA I les plus performants, serviront d'étude de cas pour les nouveaux.
21. **Sénégal** : Il existe quatre centres et les préparatifs pour le décollage de ces centres sont à un stade avancé. Les discussions techniques sont en cours et les parties prenantes concernées telles que le Ministère de l'Économie et des Finances sont activement impliquées.
22. **Djibouti** : Le projet sert de catalyseur à la renaissance économique pour satisfaire le développement économique du pays. Plus précisément, le centre émergent aidera à résoudre les problèmes de capital humain et de chômage afin d'accélérer le développement économique.

- 23. Togo :** Il y a trois (3) centres d'excellence (un renouvellement et deux nouveaux centres). Le gouvernement est prêt à les soutenir et à faire face aux défis qu'ils pourraient rencontrer.
- 24. Guinée :** C'est une opportunité de profiter de deux expériences : a) en tant que centre émergent et b) en tant que centre d'excellence. Le projet se concentrera sur la santé et les mines, et cherchera à explorer des partenariats avec certains des CEA performants.
- 25. Bénin :** Il existe deux centres d'excellence (un renouvellement et un nouveau CEA). Un financement a été obtenu de l'ISD et des efforts seront déployés pour mobiliser davantage de ressources. L'accent sera également mis sur la rédaction du plan de mise en œuvre.
- 26. Burkina Faso :** Il existe trois centres d'excellence (1 renouvellement, 2 nouveaux centres) spécialisés en ingénierie et santé. La mise en œuvre du projet est destinée à améliorer l'enseignement supérieur au Burkina Faso.
- 27. Cameroun :** Le pays est à jour dans toutes les documentations pour CEA Impact le gouvernement s'engage à apporter un soutien constant au projet.

PROCHAINES ETAPES

- 28.** Les prochaines étapes du projet comprennent : la conclusion d'accords financiers, l'approbation des documents du projet et l'organisation des flux de fonds. Les détails sont décrits dans le tableau ci-dessous.

No.	Action	Date	Responsables
1	Soumission de CEA Impact au Conseil d'Administration de la Banque Mondiale pour approbation	6 mars 2019	Banque Mondiale
2	Période des ateliers nationaux : Retour d'information des gouvernements nationaux sur les projets de manuels de passation de marchés (MPM), de manuels de procédure administrative et financière (MPAF) et de plans de mise en œuvre (PMO)	4-31 mars 2019	Gouvernements
3	Les Gouvernements partagent le projet d'accord de performance et de financement avec la Banque Mondiale pour un examen juridique	29 mars 2019	Gouvernements
4	Manuels des opérations du projet mis à jour	31 mars 2019	AUA
5	Versions révisées des PMO, manuels fiduciaires soumis à l'AUA pour examen / approbation	1er avril 2019	Les CEA/Gouvernements

6	L'AUA notifie à chaque centre sur le PMO, l'approbation des manuels (MPM, MPAF) et des sauvegardes, ou la demande de travail supplémentaire	12 avril 2019	AUA
7	Signature d'accords de financement prévue entre la Banque Mondiale et les Gouvernements pour les pays impliqués dans la première phase de CEA Impact (phase 1)	14 avril 2019	Banque Mondiale/ Gouvernements
8	Examen juridique de l'accord de performance et de financement achevés et partagés avec les gouvernements	15 avril 2019	Banque Mondiale
9	Signature des accords de performance et de financement entre les gouvernements et les centres	30 avril 2019	Gouvernements
10	Soumission par les centres de tous les documents de CEA Impact non encore approuvés (manuels et PMO) et des résultats restants pour les ILD 1 (préparation de base et totale) à l'AUA pour approbation / vérification	30 avril 2019	Les CEA/Gouvernements
11	Mission d'appui à la préparation du projet pour sélectionner les CEA	mai 2019	AUA/ Banque M
12	Les gouvernements du Burkina Faso, du Ghana et du Sénégal et Icipe signent des accords subsidiaires au titre du RSIF	1er mai 2019	Gouvernements (Burkina, Ghana, Sénégal)/Icipe
13	Tous les PMO, manuels (MPAF, MPM) des centres ont été approuvés et retournés aux centres par l'AUA ainsi que tous les autres résultats de l'ILD vérifiés	15 mai 2019	AUA
14	Flux de fonds opérationnels (ouverture de comptes pour les centres et les Agences Nationales de Facilitation)	1er juillet 2019	Les CEA/Gouvernements
15	Accès à la connexion client BM (portail de décaissement en ligne BM, signatures autorisées, etc.)	1er juillet 2019	Les CEA/Gouvernements
16	Efficacité du projet (toutes les conditions de l'accord de financement sont remplies et, dans certains cas, l'approbation du Conseil des Ministres ou du Parlement est nécessaire) - 90 jours après la signature	15 juillet 2019	Les Gouvernements / CEA
17	Prochain atelier régional	23-27 Sept. 2019	AUA/ Banque Mondiale
18	Communication sur les délais pour le Deuxième CEA Impact CEA Impact II	avril 2019	Banque Mondiale

CLÔTURE

Il a été convenu que la prochaine réunion aurait lieu à Dakar, au Sénégal, lors du prochain atelier régional du projet, qui se tiendra, du 23 au 28 septembre 2019.

Après avoir constaté que les points de l'ordre du jour étaient épuisés, le président du CPP, le Dr Fahmi Ahmed, a remercié l'ensemble des participants pour leurs engagements et a levé la séance vers 18h.